



PACTE

France / Côte d'Ivoire

Compression historique relative, transfert institutionnel
et dynamique du système

RAPPORT PUBLIC

x2,79 COMPRESSION GLOBALE	x3,98 CŒUR INSTITUTIONNEL	Mobilisation ÉTAT DU CYCLE
-------------------------------------	-------------------------------------	--------------------------------------

Diapason · Août 2026
Diapason © 2026

Think Tank : W751268275 / SIRET : 923 013 718 000 13

102 avenue des Champs Élysées, 75008 Paris

Synthèse exécutive

PACTE compare des fonctions institutionnelles comparables dans les trajectoires de la France et de la Côte d'Ivoire. Le modèle met en évidence une compression historique importante : la présidentialisation, l'ouverture multipartite et la refondation constitutionnelle ivoiriennes ont été parcourues environ 2,8 fois plus rapidement que sur l'axe français de référence.

Couple analysé	France / Côte d'Ivoire
Période coloniale indicative	1893–1960
Forme de domination	Colonie directe ; administration directe au sein de l'Afrique-Occidentale française
Unité d'analyse	Puissance coloniale / pays anciennement colonisé

Ce que montre l'analyse

- La compression globale pondérée atteint $\times 2,79$: sur l'ensemble des jalons retenus, la Côte d'Ivoire parcourt les mêmes séquences institutionnelles environ 2,8 fois plus vite que la France.
- Le cœur institutionnel 1960–2000 est comprimé à $\times 3,98$, principalement entre la Constitution de la Première République et celle de la Deuxième République.
- La pression systémique atteint 54,32/100, proche de l'absorption (55,90/100) et de la consolidation (54,10/100).
- Le transfert institutionnel est fort : 82,94/100. Les continuités principales concernent la langue, l'administration territoriale, le droit civil et la fonction publique.

CONCLUSION CENTRALE

La Côte d'Ivoire a hérité d'un appareil institutionnel français particulièrement dense. Cette continuité a renforcé la capacité administrative, mais n'a pas produit une autonomie équivalente des contre-pouvoirs ni une réduction suffisante des inégalités territoriales et sociales.

Comment lire PACTE

PACTE ne classe pas les pays. Il compare des fonctions historiques et institutionnelles : rupture de l'ordre colonial, fondation de l'autonomie, concentration du pouvoir exécutif, institutionnalisation du pluralisme, refondation constitutionnelle et contestation du système.

Compression historique Rapport entre la durée d'une séquence dans la puissance de référence et sa durée dans l'ancienne colonie. Une valeur supérieure à 1 indique une séquence plus comprimée.	Pression systémique Niveau agrégé des facteurs de tension : pression économique et sociale, capture de l'État, dépendance extérieure, mobilisation citoyenne et chocs extérieurs.
Absorption Capacité du système institutionnel à traiter une crise sans nouvelle rupture majeure.	Consolidation Capacité des réformes et institutions à produire des effets durables au-delà d'un changement de régime.

Précautions de lecture

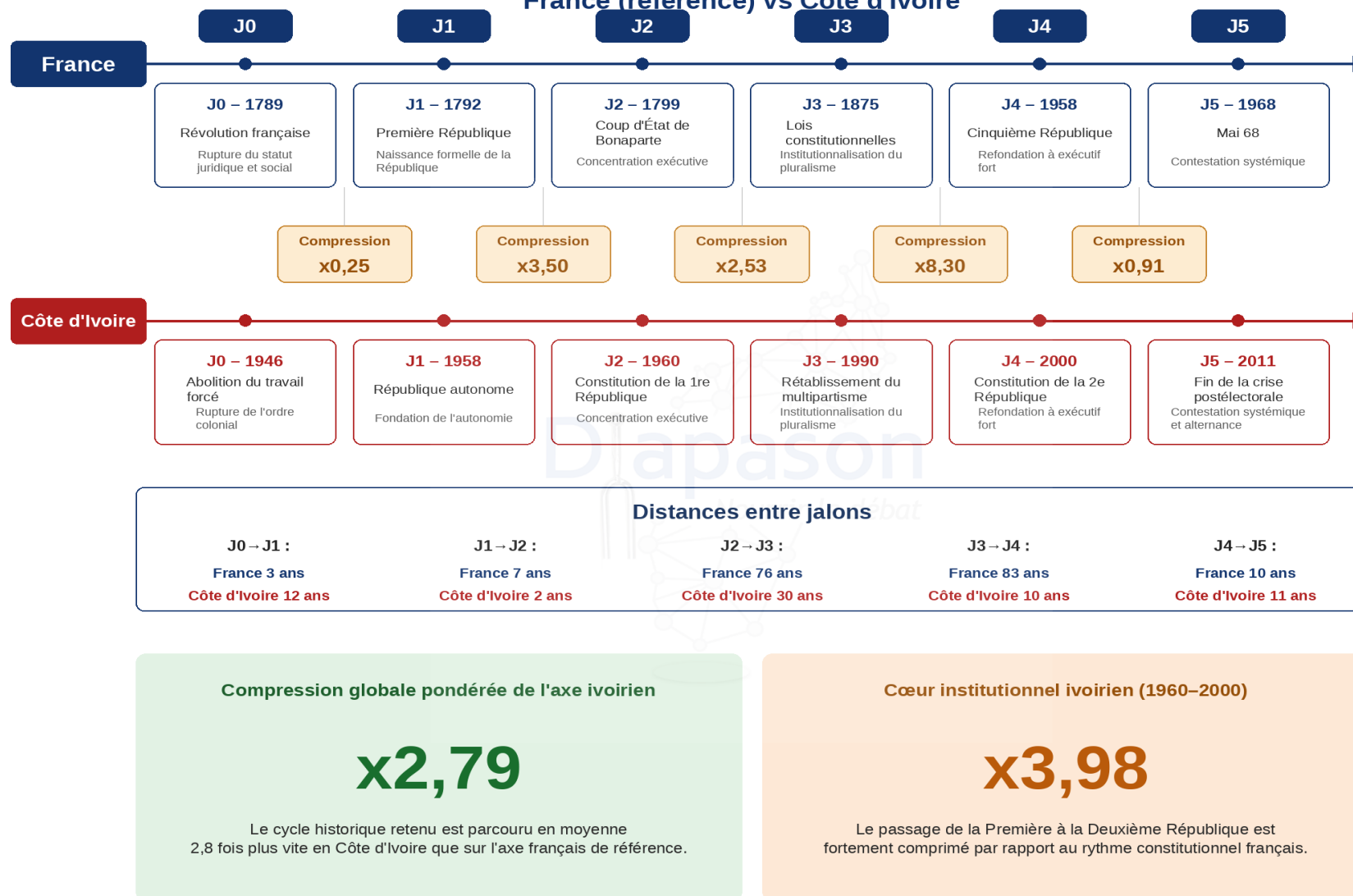
- Une transformation rapide ne constitue pas nécessairement un progrès.
- Les trajectoires française et ivoirienne ne sont pas assimilées : seules certaines fonctions institutionnelles sont mises en correspondance.
- Les scores contemporains sont des estimations analytiques et doivent être lus avec leurs sources, leur date et leur niveau de confiance.
- L'état du cycle « Mobilisation » n'est ni une date, ni une probabilité, ni l'annonce certaine d'une rupture politique.

PRINCIPE DE LECTURE

La France a consolidé son ordre institutionnel sur la longue durée ; la Côte d'Ivoire a concentré plusieurs ruptures et refondations dans un espace temporel beaucoup plus court.

Compression historique relative

France (référence) vs Côte d'Ivoire



La France a consolidé ses institutions par un long processus de sédimentation constitutionnelle ;
la Côte d'Ivoire a concentré la construction de l'État, l'ouverture pluraliste et l'alternance politique sur une période beaucoup plus courte.

Diapason

Figure 1 — Jalons comparés, compressions locales, compression globale pondérée et cœur institutionnel.

Tableau de bord PACTE

Les huit indicateurs synthétisent la trajectoire historique, la dynamique actuelle, le transfert institutionnel et la robustesse du résultat.

x2,79 COMPRESSION GLOBALE Pondérée	x3,98 CŒUR INSTITUTIONNEL 1960–2000	82,94 TRANSFERT INSTITUTIONNEL sur 100	85,91 ROBUSTESSE sur 100
54,32 PRESSIION SYSTÉMIQUE intermédiaire	55,90 ABSORPTION intermédiaire	54,10 CONSOLIDATION intermédiaire	Mobilisation ÉTAT DU CYCLE classification PACTE

LECTURE CENTRALE

La Côte d'Ivoire a parcouru les principales séquences de présidentialisation, d'ouverture multipartite et de refondation constitutionnelle plus rapidement que la France. Elle a parallèlement conservé une part importante des institutions administratives, territoriales, juridiques et scolaires héritées.

Robustesse du résultat

La robustesse globale atteint 85,91/100. Le résultat reste néanmoins classé « Faible » par la feuille V3, car la variation maximale observée atteint 37,99 %. Le modèle est principalement sensible à la séquence 1990–2000 (J3 → J4) : retirer cet intervalle fait passer la compression de x2,79 à x1,73, soit une baisse de 37,99 %.

Indicateur	Valeur	Lecture
Qualité moyenne des correspondances	86,40 %	Correspondances globalement solides
Variation maximale observée	37,99 %	Sensibilité à une séquence majeure
Robustesse globale	85,91 / 100	Score élevé, niveau V3 faible

Profil des neuf paramètres

Le modèle distingue quatre variables protectrices et cinq facteurs de pression. La moyenne protectrice s'établit à 54,50/100, contre 62,20/100 pour les pressions.

Variable	Symbole	Nature	Score	Définition
Légitimité du pouvoir	L	Protecteur	48	Acceptation sociale et politique du pouvoir
Capacité institutionnelle	I	Protecteur	68	Capacité administrative, juridique et opérationnelle
Pression économique et sociale	E	Pression	66	Inflation, pauvreté, chômage et inégalités
Capture de l'État	C	Pression	60	Capture de l'État par des intérêts privés ou de réseau
Dépendance extérieure	D	Pression	68	Faible autonomie financière, productive et diplomatique
Mobilisation citoyenne	M	Pression	52	Intensité de la contestation collective
Solidité des contre-pouvoirs	P	Protecteur	48	Justice, Parlement, médias, OSC et autorités indépendantes
Qualité des services essentiels	S	Protecteur	54	Eau, électricité, santé, éducation et sécurité
Choc extérieur	X	Pression	65	Crise internationale, catastrophe, guerre ou prix mondiaux
MOYENNE PROTECTRICE			MOYENNE DES PRESSIONS	
54,50 / 100			62,20 / 100	

Lecture du profil

- La dépendance extérieure, notée 68, et le choc extérieur, noté 65, constituent des vulnérabilités liées aux exportations primaires et à l'instabilité régionale.
- La capacité institutionnelle, notée 68, traduit une administration et une exécution relativement solides.
- La légitimité politique et la solidité des contre-pouvoirs, notées 48 chacune, restent à un niveau intermédiaire, marquées par une compétition politique contestée.
- Les services essentiels, notés 54, progressent mais restent marqués par des écarts territoriaux importants.

Transfert institutionnel

Le score pondéré de continuité atteint 82,94/100. Il traduit une transmission institutionnelle forte, en particulier dans les instruments de commandement, d'administration et de formation des élites. La confiance analytique moyenne atteint 89,00/100.

CONTINUITÉ PONDÉRÉE 82,94 / 100	CONFIANCE MOYENNE 89,00 / 100
--	--

Continuités fortes et faibles

CONTINUITÉS FORTES Langue française, administration territoriale, droit civil, fonction publique, présidentialisme, système scolaire, communes, Trésor et finances publiques.	CONTINUITÉS PLUS FAIBLES Parlement, contre-pouvoirs, autonomie locale, chefferies et appropriation du foncier.
---	--

Détail par domaine

Domaine	Continuité	Lecture
Administration territoriale et centralisation	92	Organisation déconcentrée en régions, départements et sous-préfectures ; préfets représentant l'exécutif.
Langue, école et formation des élites	93	Français langue officielle, administrative et principale langue d'enseignement.
Droit civil et système judiciaire	88	Codification civiliste maintenue ; hautes juridictions structurées sur le modèle français.
Fonction publique, corps et bureaucratie	87	Fonction publique statutaire et centralisée, modernisée par la loi de 2023 sans rupture de modèle.
Constitution et présidentialisme	84	Régime présidentiel centralisé maintenu par les Constitutions de 2000 et 2016, malgré crises et réformes nationales.
Finances publiques, Trésor et monnaie	82	Trésor, fiscalité et douanes de tradition francophone ; appartenance à l'UMOA et au franc CFA.
Communes et décentralisation	80	Communes étendues après l'indépendance ; décentralisation approfondie depuis 1978.
Foncier et agriculture de plantation	76	Économie structurée par le cacao et le café ; foncier rural fortement administré.
Chefferies et autorités traditionnelles	62	Chefs traditionnels conservent médiation et représentation locale ; Chambre nationale des Rois instituée en 2016.
Parlement et contre-pouvoirs	60	Parlement bicaméral et institutions de contrôle existent formellement ; autonomie effective variable.

Diagnostic systémique

Le diagnostic ne repose pas sur un indicateur isolé. Il résulte de la combinaison entre compression historique, transfert institutionnel, pression contemporaine, absorption et consolidation.

1	Le cycle global est parcouru environ 2,8 fois plus vite en Côte d'Ivoire que sur l'axe français de référence.
2	Le cœur institutionnel 1960–2000 est comprimé à x3,98 : présidentialisation, ouverture multipartite et refondation constitutionnelle se succèdent en quarante ans.
3	Le transfert institutionnel est fort : administration territoriale, langue, droit civil et fonction publique restent les continuités les plus nettes.
4	La vulnérabilité contemporaine reste territoriale et sociale : écarts de développement, contre-pouvoirs intermédiaires et dépendance aux exportations primaires constituent les principales tensions.

Implications

- L'amélioration institutionnelle doit s'accompagner d'un renforcement de l'autonomie du Parlement et des contre-pouvoirs.
- La réduction des écarts territoriaux et sociaux est indispensable pour transformer la capacité étatique en légitimité durable.
- Les collectivités locales et les autorités traditionnelles doivent disposer de ressources et de marges d'action plus importantes.
- La croissance économique ne produira une consolidation durable que si ses bénéfices sont mieux répartis entre les territoires.

CONCLUSION DE RÉFÉRENCE

Le défi ivoirien n'est pas la création d'un nouvel appareil d'État. Il consiste à faire évoluer un système centralisé, performant dans plusieurs domaines, vers davantage d'inclusion, d'autonomie institutionnelle et d'équilibre territorial.

Méthodologie, limites et sources

Trois niveaux d'information

Faits documentés	Chronologie, relation coloniale, institutions, élections et données économiques.
Estimations PACTE	Neuf paramètres, pression, absorption, consolidation, transfert et robustesse.
Incertitudes	Choix de J0, poids de l'intervalle 1990–2000 et évolution du contexte contemporain.

Limites d'interprétation

- Le choix des jalons influence le coefficient global : la correspondance entre la Révolution française de 1789 et l'abolition du travail forcé de 1946 en Côte d'Ivoire est la paire la moins solide, avec une qualité de 76 %.
- L'intervalle 1990–2000 (retour au multipartisme puis Constitution de la Deuxième République) pèse fortement sur le résultat : sa suppression fait varier le coefficient de 37,99 %.
- La qualité moyenne de 86,4 % est calculée dans le classeur sur les cinq intervalles N14:N18 ; la qualité du jalon J0, à 76 %, n'entre pas dans le filtre automatique « qualité ≥ 80 % ».
- Une institution peut présenter une forte continuité juridique et administrative sans disposer de la même autonomie des contre-pouvoirs qu'à l'origine.
- PACTE identifie des trajectoires et des tensions ; il ne prédit pas un événement certain.

Sources de référence

Ce rapport s'appuie sur la base méthodologique PACTE V3 de Diapason, sur les chronologies institutionnelles comparées de la France et de la Côte d'Ivoire, et sur le registre de sources associé au couple FRA-CIV (textes constitutionnels, archives, publications institutionnelles et rapports indépendants).

Les indicateurs contemporains mobilisent notamment les données et analyses de la Commission électorale indépendante, de la Banque mondiale, du FMI, de Freedom House, de Reporters sans frontières et de Transparency International.

À RETENIR

PACTE mesure des rythmes, des continuités et des capacités institutionnelles. Il ne transforme pas l'histoire en classement et ne remplace ni la recherche historique, ni l'analyse politique, ni la validation académique.

Dernière mise à jour : août 2026 · Rapport public PACTE V3

Diapason - Nourrir le débat

Diapason © 2026

Think Tank : W751268275 / SIRET : 923 013 718 000 13
102 avenue des Champs Élysées, 75008 Paris